

Bulletin d'histoire politique

Mondialisation et impérialisme

Kai Nielsen



Volume 12, numéro 3, printemps 2004

Diversité, mondialisation, justice. La philosophie politique devant les grands enjeux contemporains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060718ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060718ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nielsen, K. (2004). Mondialisation et impérialisme. *Bulletin d'histoire politique*, 12(3), 61–68. <https://doi.org/10.7202/1060718ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Mondialisation et impérialisme

KAI NIELSEN

Départements de philosophie

Université de Calgary et Université Concordia

I

Je vais ici défendre l'idée (1) que la mondialisation n'est pas mauvaise en soi — que c'est la mondialisation capitaliste qui est mauvaise (au sens de dommageable pour la plupart des êtres humains) et (2) que c'est l'impérialisme, non la mondialisation capitaliste, qui représente en fait la menace la plus sérieuse pour notre monde, actuellement. La *mondialisation*, qu'elle soit ou non capitaliste, doit être comprise comme la transcendance des frontières plutôt que comme le simple fait de les traverser ou de les ouvrir. Elle comporte une extension accrue des relations transfrontalières, suprafrontalières et supraterritoriales, les économies nationales étant de plus en plus pénétrées par les firmes multinationales et transnationales. Les firmes multinationales conservent un ancrage dans leur pays d'origine, et il y a peu de firmes véritablement transnationales; mais les secondes comme les premières sont néanmoins transterritoriales. L'*impérialisme*, si l'on va au fond des choses, est un processus d'accumulation à l'échelle globale — dans la période moderne, essentiellement de nature capitaliste — qui s'accompagne d'un contrôle politique du monde ou de larges parties de celui-ci par un État dominant ou parfois quelques États ou, plus fondamentalement, par un capitalisme de plus en plus global et ses puissants États-clients. Cet, ou ces, État(s)-client(s) agit à l'époque moderne en concordance avec les intérêts capitalistes globaux et accroît sa domination; il dirige la planète (directement ou indirectement) en utilisant la mondialisation capitaliste comme outil et les États capitalistes (incluant le ou les États impérialistes) pour faciliter l'accumulation capitaliste, souvent à l'échelle globale. C'est cette forme de mondialisation qui constitue une menace pour la plupart des peuples du monde. Cela ne s'accompagne pas de la disparition de l'État; mais l'État (même quand il est impérialiste) devient de moins en moins souverain, et les États (grands, moyens ou petits) connaissent un déficit démocratique accru. C'est le capitalisme global qui, avec ses agents (les capitalistes globaux), fait la loi, en utilisant l'État impérialiste comme instrument (central) de contrôle, incluant

le monopole de ce qui est considéré comme l'utilisation légitime de la violence.

II

Lorsqu'à la session d'hiver 2003 j'ai dirigé un séminaire sur le thème «Mondialisation et Justice Globale», j'ai démarré avec deux textes: *Globalization: A Critical Introduction*, de Jan Aart Scholte, et *Globalization Unmasked*, de James Petras et Henry Veltmeyer¹. Ce sont deux livres très différents, et j'ai délibérément choisi de les opposer l'un à l'autre. Scholte enseigne les études internationales, et dans ce livre comme dans plusieurs articles, il propose une caractérisation minutieuse et analytique de la mondialisation. Il élabore une conception de la mondialisation, en trace le développement historique, «examine ses causes et esquisse les conséquences de cette réorganisation des espaces pour les structures sociales plus larges»². Le livre de Petras et Veltmeyer, tous deux des sociologues ayant beaucoup travaillé dans le domaine du développement international, est très différent. Comme l'œuvre politique de Chomsky, leur livre est une œuvre politique profonde et perspicace, qui soutient que la mondialisation est une idéologie capitaliste, qu'il s'agit d'un mécanisme de mystification destiné à servir les intérêts du nouvel impérialisme capitaliste — un impérialisme dépourvu de colonies formelles. Plus important, ils insistent pour présenter cet impérialisme, et non la mondialisation elle-même, comme le phénomène décisif qui anime nos sociétés et exerce une influence profonde sur nos vies. Ils s'opposent ainsi aux globalistes, qui dépeignent la mondialisation comme constituée de phénomènes créés par les nouvelles technologies qui soutiennent à la fois le capitalisme néolibéral et, prétendent-ils, notre bien à tous. Elle faciliterait le capitalisme global qui, grâce au libre-échange, aux libres marchés et à la libre circulation des capitaux dans des circuits globaux, jouerait un rôle instrumental crucial dans notre émancipation, rendant possible (selon eux) un monde bien meilleur.

Petras et Veltmeyer ont à mon sens raison de voir là un discours idéologique; c'est, de fait, un discours idéologique pernicieux et envahissant. Mais je ne crois pas que toutes les conceptualisations de la mondialisation puissent être réduites à ce discours, ni être caractérisées comme idéologiques, et ce, bien que certaines conceptualisations de la mondialisation constituent effectivement des mécanismes idéologiques fort pratiques pour le capitalisme. Au contraire de Petras et Veltmeyer, et en accord avec Scholte, je considère la mondialisation comme un phénomène nouveau (plus neuf que l'impérialisme) qui doit être étudié soigneusement, et pas uniquement comme une idéologie.

III

Le terme « mondialisation » est aujourd'hui utilisé à toutes les sauces. Scholte en propose cependant une caractérisation claire et utile, que je suivrai ici. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'interdépendance internationale s'est accrue et approfondie. Les mouvements de biens, d'investissements, d'argent, de messages, d'idées, de gens, sont devenus de plus en plus importants. Mais cela s'était déjà produit auparavant, à une échelle comparable — pensons au dernier quart du dix-neuvième siècle — et ne constitue que de l'*internationalisation*. Cela ne permet pas de spécifier ce qu'il y a de particulier à la mondialisation. La même chose est vraie de l'ouverture accrue des frontières et des relations plus fréquentes entre États : cela relève du phénomène de *libéralisation*, qui n'est pas non plus nouveau.

Il est préférable de voir la *mondialisation comme une déterritorialisation croissante marquée par la transcendance des frontières, une compression de l'espace et du temps, et le fait de voir le monde comme un seul endroit*. Nous pouvons parler d'une transcendance accrue des frontières (distincte du simple fait de les traverser ou de les ouvrir) quand les relations sociales deviennent moins liées aux cadres territoriaux. Scholte le formule ainsi :

Dans cette perspective, les frontières sont moins traversées ou ouvertes que transcendées. Ici les phénomènes globaux sont ceux qui s'étendent *simultanément* à des lieux très éloignés et peuvent se déplacer n'importe où sur la terre à peu près instantanément. Les distances territoriales et les frontières territoriales ont dans ces circonstances une importance limitée : le global devient lui-même un endroit unique³.

La compression du temps, comme celle de l'espace, est cruciale pour la mondialisation. Scholte écrit encore,

La mondialisation renvoie à des processus par lesquels les relations sociales acquièrent des caractéristiques relativement indépendantes de la distance et des frontières, de telle sorte que les vies humaines se déroulent de plus en plus dans le monde comme endroit unique. Les relations sociales — c'est-à-dire les innombrables et complexes manières dont les gens interagissent les uns avec les autres et s'influencent mutuellement — sont de plus en plus menées et organisées sur la base d'une unité planétaire. De même, la localisation des pays, et en particulier les frontières entre États territoriaux, deviennent, dans des sens importants, moins centrales pour nos vies, même si elles demeurent importantes. La mondialisation est par conséquent une tendance persistante par laquelle le monde est devenu — de plusieurs manières et à un rythme qui va s'accéléralant — une sphère sociale relativement dépourvue de frontières⁴.

Et comme Scholte l'ajoute,

Les liens globaux (par exemple les canaux satellites) sont effectivement contigus (*distanceless*) et instantanés. Les phénomènes globaux peuvent s'étendre à la planète simultanément et se déplacer entre les endroits sans aucun délai; en ce sens, ils sont supraterritoriaux⁵.

IV

La mondialisation est certainement un phénomène économique, mais elle ne se réduit pas à cela. D'une manière ou d'une autre, elle traverse presque tous les aspects de notre vie sociale. Beaucoup de gens, en particulier dans les régions les plus riches du globe, ont des contacts presque immédiats les uns avec les autres. Les communications sont de plus en plus globalisées. Nous recevons de plus en plus les mêmes films et émissions de télévision. Il y a un accroissement des réseaux transfrontaliers: de grandes firmes multinationales, tout comme des associations et organismes de régulation, agissent à travers le monde. Du point de vue écologique, des phénomènes comme les changements climatiques et autres formes de pollution, l'épuisement des stocks de poissons et d'autres ressources naturelles ignorent les frontières; leurs effets sont souvent planétaires. Il faut aussi noter que des usines globales existent, dans lesquelles différentes étapes de la production manufacturière (transformation des matériaux, assemblage des pièces, contrôle de la qualité et finition) se font dans des pays différents, parfois très éloignés, sur une même chaîne de production. Il est aussi vrai, comme on l'a remarqué assez tôt dans le débat sur la mondialisation, que les transactions financières sont souvent instantanées et échappent aux contrôles frontaliers: à d'importants égards, les pays perdent le contrôle de leur devise et, conséquemment, de leur politique fiscale. Beaucoup des transactions du capital financier échappent au contrôle des États. Ceci produit un déficit démocratique considérable. Les individus sont de plus en plus conscients du monde comme *un* endroit (quoique cela soit davantage le cas dans les pays riches). La mondialisation doit être conçue comme une supraterritorialité, bien qu'il ne faille pas oublier que nous vivons dans un monde en cours de globalisation, et non dans un monde déjà globalisé. Il y a encore une grande différence entre les perceptions et les conditions d'existence d'un planteur de coca bolivien typique et d'un banquier montréalais typique, ou, à cet égard, entre un banquier montréalais typique et un skinhead montréalais typique.

Quoi que nous ayons à dire sur l'importance comparative relative de l'impérialisme et de la mondialisation comme forces motrices de changement social et la structuration du monde dans lequel nous vivons, il est important de constater que la caractérisation de la mondialisation esquissée plus haut n'est pas, du moins pas manifestement (ou même pas du tout) idéologique. Elle décrit une tendance qui traverse notre monde. Cette caractérisation, en soi, ne mystifie pas nos relations sociales. Elle tente de décrire avec précision quelque chose de relativement nouveau qui affecte profondément nos relations sociales, et — ici elle a une fonction idéologique — répond aux intérêts de certaines classes (ou, si vous préférez, de certaines personnes situées d'une certaine façon) et est préjudiciable aux intérêts d'autres classes (ou de gens situés différemment). Pour le dire crûment, elle peut être bonne pour le riche et funeste pour le pauvre, pas seulement au Sud mais partout à travers le monde. Quand les pauvres ont du mal à comprendre cela et sont systématiquement incités à croire le contraire, ou à croire que les choses vont aussi bien pour eux qu'elles le pourraient, il s'agit d'une idéologie conforme aux intérêts de la classe capitaliste. Mais la mondialisation entendue comme supraterritorialité n'a pas à être de l'idéologie, et les gens comme Scholte, qui caractérisent la mondialisation de cette manière, ne sombrent pas dans l'idéologie: ils ne s'engagent pas dans une mystification qui répond aux intérêts de classe de certains individus. Si nous avions et pouvions maintenir un monde sans classes, nous aurions tout de même, dans les conditions qui sont les nôtres, un monde au moins relativement déterritorialisé dans le sens où Scholte le décrit; mais nous n'aurions pas un monde mystifié par l'idéologie. En présentant la mondialisation comme déterritorialisation, nous ne faisons pas forcément un commentaire idéologique, ni n'adoptons nécessairement un point de vue idéologique. Nous n'avons pas à adhérer à un projet qui correspond aux intérêts d'une certaine classe tout en mystifiant et en causant du tort aux intérêts d'une autre classe. Les phénomènes que nous décrivons par le vocable de mondialisation peuvent servir une fonction idéologique dans notre monde, mais la mondialisation comme je l'ai caractérisée n'est pas nécessairement elle-même idéologique. Elle *peut* consister en une description relativement superficielle des choses, alors que l'impérialisme est plus profond et que le matérialisme historique irait chercher plus loin encore. Mais le « peut » mérite que l'on s'y attarde. La décision de s'arrêter à tel ou tel niveau d'analyse dépend entièrement des fins et des pratiques. Où nous nous arrêtons dépend de ce que nous cherchons à expliquer, bien que certaines choses soient plus importantes à expliquer que d'autres.

Si l'Union soviétique avait gagné la guerre froide, la mondialisation continuerait tout de même, mais à un rythme plus lent, puisque la technologie soviétique était moins développée. La mondialisation est compatible avec le capitalisme néolibéral, mais aussi avec le capitalisme corporatif, le capitalisme monopoliste, et (supposons que nous l'ayons, comme Kant en avait rêvé) avec une gouvernance globale, sous la forme d'une fédération globale ou d'un État mondial. Mais dans ces éventualités, comme dans le cas d'un véritable socialisme démocratique, nous serions quand même confrontés à la mondialisation contemporaine.

VI

Les antimondialistes, qu'ils le reconnaissent ou non, s'opposent en fait à l'impérialisme, plus particulièrement à l'impérialisme capitaliste et à l'utilisation impérialiste de la mondialisation pour exploiter les individus ; cette exploitation touche de plus en plus de gens, bien que certains soient exploités plus durement que d'autres — ainsi, les travailleurs pauvres de Colombie le sont plus durement que les travailleurs pauvres du Danemark. La poursuite sans répit de l'accumulation des surplus par le capitalisme, poursuite persistante et tenace, lui est endémique (sinon ce ne serait pas le capitalisme). Pour atteindre cet objectif dans des conditions modernes, la mondialisation est un outil indispensable au capitalisme. Mais elle serait utile d'une certaine manière pour tout ordre social contemporain. La mondialisation accompagne la modernité. Dans un ordre social mondial démocratique ou socialiste, elle pourrait permettre d'accroître l'émancipation. Nous n'avons pas besoin de la mondialisation capitaliste néolibérale, ni même corporatiste ou monopolistique. Au risque de me répéter, nous aurions affaire à une forme ou l'autre de mondialisation dans toute société contemporaine industrialisée. Mais elle ne prendrait pas nécessairement la forme pernicieuse qu'elle a aujourd'hui, et qu'elle aurait, à des degrés variables, dans tout ordre capitaliste. Évidemment, les choses peuvent aller plus ou moins mal ; après tout, la Norvège n'est pas le Mexique. Mais même si le capitalisme doit rester, pour nous, sous une forme ou sous une autre (s'il était inévitable, ou si le prix pour s'en débarrasser s'avérait trop élevé), la mondialisation n'a pas à prendre la forme pernicieuse que nous lui connaissons aujourd'hui. Qu'il soit ou non empiriquement (historiquement) inévitable, le capitalisme sera global. Là où nous en sommes, la vie que les individus connaissent à travers la planète (à moins qu'ils soient très isolés), est cependant marquée par l'impérialisme, c'est-à-dire par l'exploitation et l'oppression, à des degrés divers, des peuples du monde (sauf pour quelques élites capitalistes et certains de ceux qui leur facilitent la tâche) ; souvent, notamment

dans le Tiers-Monde, cette oppression est sauvage et profonde. L'impérialisme contrôle des masses d'individus qui dans un tel monde doivent se résigner à cette vie.

Les individus peuvent être exploités de diverses manières, et même dans un socialisme démocratique il peut exister une *certaine* exploitation⁶. Mais dans un monde impérialiste, l'exploitation et l'oppression dépassent de loin ce qui peut apparaître comme une nécessité inévitable. Ceci est une vieille histoire, sur laquelle revient souvent la gauche, et Petras et Veltmeyer la racontent très bien, particulièrement en ce qui concerne l'Amérique latine. Les affaires des États-Unis sont les affaires; l'État qui sert le capitalisme global exerce un contrôle plus serré et plus étendu sur le monde. Ils intimident ceux qui osent s'opposer à eux. Et ceux qu'ils ne peuvent pas contraindre à la soumission, ils les détruisent (ou tentent de le faire). Les États-Unis dirigent le monde comme au XIX^e siècle la Grande-Bretagne dirigeait les mers; ils servent de canalisation au capitalisme global et globalisant, à un capitalisme américain qui met le monde dans sa poche (ce qui a cependant parfois un prix pour la puissance impérialiste elle-même).

Parfois, plusieurs États capitalistes sont en compétition les uns avec les autres, et entrent même en guerre. Mais cela n'est pas le cas actuellement, et étant donné ce qu'est devenu la guerre, il est peu probable que nous assistions à une telle chose. Les États-Unis sont la seule puissance impérialiste et contrôlent de plus en plus la planète. L'Union soviétique disparue, ils n'ont plus de compétiteur. Peut-être qu'en cours de route l'Union européenne ou la Chine deviendront des puissances globales susceptibles de faire compétition aux États-Unis, mais pas dans un avenir rapproché. Et de telles puissances sont peu susceptibles de se faire la guerre (ce serait trop dangereux).

Comme on l'a souvent souligné, il y a maintenant trois grands blocs commerciaux: l'Europe et l'Afrique, avec l'Allemagne comme «partenaire» dominant; l'Amérique du Nord et du Sud, avec les États-Unis comme «partenaire» dominant; et la région asiatique, avec le Japon comme «partenaire» dominant. La situation est cependant fluide, et bien qu'il n'y ait pas actuellement d'ordre capitaliste mondial unifié et intégré (il n'y a pas de comité central capitaliste), nous nous dirigeons de plus en plus dans cette direction. Les États-Unis, au nom de leurs élites du monde des affaires (et des élites du monde des affaires qui s'alignent sur eux), exercent un contrôle de plus en plus étroit sur l'économie, la politique et la culture. Mais la mondialisation n'a pas à être une mondialisation qui facilite cet ordre, et le capitalisme ne s'exerce pas nécessairement sous une forme impérialiste. Il pourrait très bien y avoir un capitalisme de blocs en compétition les uns avec les autres sans qu'aucun ne fasse la loi. Mais cela n'est pas notre situation actuelle. Et même s'il y avait une telle compétition de puissances, étant

donné le risque accru de conflits mondiaux, il y aurait un scénario préférable au scénario capitaliste impérialiste qu'elle qu'en soit la forme. Cela mis à part, ce qui menace le plus le bien-être de la planète actuellement est l'impérialisme dirigé par les États-Unis. En d'autres circonstances, nous pourrions avoir une mondialisation à visage humain, et peut-être même un capitalisme à visage à peu près humain, comme c'est le cas en Suède. C'est à l'impérialisme que nous devons d'abord résister. La mondialisation, dans d'autres circonstances, pourrait être utile ou à tout le moins bénigne.

(Traduit par Geneviève Nootens)

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. James Petras, Henry Veltmeyer, *Globalization Unmasked*, Halifax, Fernwood Publishing, Zed Books, 2001 ; J. A. Scholte, *Globalization : A Critical Introduction*, New York, St. Martin's Press, 2002 ; J. A. Scholte, « The Globalization of World Politics », dans J. Baylis et S. Smith (dir.), *The Globalization of World Politics : An Introduction to International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 13-30 ; J. A. Scholte, « Global Capitalism and the State », *International Affairs*, vol. 73, 1997, p. 427-452.
2. Scholte, 2002, p. 207.
3. Scholte, 1997b, p. 121 ; mes italiques.
4. Scholte, 1997a, p. 14-15.
5. Scholte, 1997a, p. 15.
6. Phillip Van Parijs, « Exploitation and the Libertarian Challenge », dans A. Reeve (dir.), *Modern Theories of Exploitation*, London, Sage Publications, 1987, p. 111-137 ; R. J. Van der Veen, « Can Socialist Be Non-exploitative ? », dans Reeve (dir.), *Modern Theories of Exploitation*, p. 80-110.